



Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

MAPA-TVX-DIDAG972-2025-03

Procédure de passation : Procédure adaptée > 90 k EUR HT

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction interrégionale des douanes et des droits indirects Antilles–Guyane

Représentant du maître d'ouvrage (RMO)

Direction interrégionale des douanes et des droits indirects Antilles–Guyane

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

M. le directeur interrégional des douanes Antilles–Guyane

Maîtrise d'œuvre

TECSOL ANTILLES GUYANE

Contrôleur Technique

QUALICONSLT SAS

Coordonnateur SPS

"Conception et Réalisation"

GUEZ CARAIBES

Objet du marché

Marché de travaux pour le remplacement de remplacement des néons et des lampes basse consommation des bâtiments du site de Cluny par de l'éclairage LED dans le cadre du programme Transition Ecologique 2024.

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 30 septembre 2025 12h00(heure locale de l'adresse du RPA)

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1.1 Objet du marché.....	6
1.2 Forme du marché.....	6
1.3 Allotissement.....	6
1.4 Fractionnement des prestations.....	6
1.4.1 Tranche ferme.....	7
1.4.2 Tranche optionnelle.....	7
1.5 Lieu d'exécution.....	7
1.6 Langue.....	8
Article 2 - INTERVENANTS.....	8
2.1 Maître d'ouvrage.....	8
2.2 Maître d'œuvre.....	8
2.2.1 Mission (s) complémentaire (s) :.....	9
2.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	9
2.4 Contrôleur technique.....	9
2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) pour les bâtiments SGCD et TSI.....	10
2.5.1 Mesure de protection contre l'amiante :.....	10
Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	10
Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
4.1 Représentation des parties.....	12
4.2 Échanges dématérialisés.....	12
4.2.1 Formes des notifications.....	12
4.3 Ordre de service.....	14
4.4 Durée et délais.....	14
4.4.1 Reconduction.....	14
4.4.2 Délais d'exécution.....	14
4.4.2.1 Délais d'exécution global du marché.....	14
4.4.2.2 Période de préparation.....	14
4.4.2.3 Délai d'exécution des travaux.....	14
4.4.2.4 Calendrier détaillé d'exécution des travaux.....	15
4.4.2.5 Prolongation du délai d'exécution.....	15
4.5 Dispositions amiante.....	16
4.6 Modalités d'exécution du marché.....	16
4.6.1 Obligations du titulaire.....	16
4.6.1.1 Obligation de conseil.....	16
4.6.1.2 Obligation d'information.....	17
4.6.1.3 Obligations de confidentialité.....	17
4.6.2 Évaluation du titulaire.....	17
4.6.3 Accès au site.....	17
4.6.4 Contrôle des accès.....	18
4.6.5 Constat d'état des lieux.....	18

4.6.6 Mesures de sécurité contre l'incendie.....	19
4.6.6.1 Travaux par points chauds – permis de feu.....	19
4.6.6.2 Protection contre l'incendie.....	19
4.6.7 Non-respect des règles de sécurité.....	19
4.6.8 Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	19
4.6.8.1 Provenance des matériaux et produits.....	19
4.6.8.2 Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits.....	20
4.6.9 Appareil de mesure.....	20
4.7 Préparation – coordination et exécution des travaux.....	20
4.7.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux.....	20
4.7.1.1 Période de préparation.....	20
4.7.1.2 Organisation – Hygiène et sécurité du chantier.....	23
4.7.1.2.1 Installations de chantier.....	23
4.7.1.2.2 Signalisation du chantier.....	24
4.7.1.2.3 Installation des chantiers de l'entreprise.....	24
4.7.1.2.4 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier.....	24
4.7.2 Exécution des travaux.....	25
4.7.2.1 Tâches essentielles.....	25
4.7.2.2 Réunions de chantier.....	25
4.7.2.3 Registre de chantier.....	26
4.7.2.4 Communication chantier.....	26
4.7.3 Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails.....	26
4.7.4 Équipements, matériaux et produits.....	26
4.7.4.1 Fournis par le maître d'ouvrage.....	26
4.7.4.2 Fournis par le titulaire.....	26
4.7.5 Nettoyage.....	26
4.8 Contrôles et réception des travaux.....	26
4.8.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés.....	26
4.8.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	27
4.8.3 Réception.....	27
4.8.4 Documents fournis après exécution.....	27
4.9 Considérations environnementales.....	27
4.9.1 Tri et traçabilité des déchets.....	28
4.9.2 Gestion des déchets.....	30
4.9.2.1 Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier.....	31
4.9.3 Approvisionnement responsable.....	32
4.9.4 Suivi et évaluation.....	32
4.9.5 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire.....	32
4.10 Traitement de données à caractère personnel.....	32
4.11 Confidentialité et secret des affaires.....	33
4.12 Conflit d'intérêt.....	34
4.13 Clauses de réexamen.....	34
4.14 Obligations administratives en cours d'exécution.....	34
4.15 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	35
Article 5 - RÉGIME FINANCIER.....	38

5.1 Monnaie et TVA.....	38
5.1.1 Monnaie.....	38
5.1.2 Taux de TVA.....	38
5.2 Forme et contenu des prix.....	38
5.3 Variation des prix.....	39
5.4 Actualisation et révision des prix.....	39
5.4.1 Formule de calcul.....	39
5.4.2 Modalités d'actualisation.....	39
5.4.3 Modalités de révision.....	39
5.5 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes.....	40
5.5.1 Avances.....	40
5.5.2 Acomptes.....	40
5.5.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable-s assignataire-s.....	40
5.5.4 Projets de décompte.....	41
5.6 Intérêts moratoires.....	41
5.7 Modalités de facturation.....	41
5.7.1 Mentions obligatoires.....	41
5.7.2 Transmission des factures.....	42
5.8 Travaux non prévus.....	42
5.8.1 Travaux modificatifs.....	42
5.8.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux.....	42
5.9 Prestations similaires.....	42
5.10 Valorisation des ordres de service.....	42
Article 6 - SOUS-TRAITANCE.....	43
Article 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS.....	43
7.1 Primes.....	43
7.2 Pénalités.....	43
7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	44
7.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier.....	44
7.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	44
7.2.4 Pénalités liées à la remise des documents.....	44
7.2.5 Pénalités liées à la non Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire.....	45
7.2.6 Autres pénalités.....	45
7.2.7 Tableau récapitulatif des pénalités.....	46
7.2.8 Plafonnement des pénalités.....	47
7.2.9 Seuil d'exonération des pénalités.....	47
Article 8 - GARANTIES.....	48
8.1 Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières.....	48
8.1.1 Garantie de parfait achèvement.....	48
8.1.2 Garanties particulières.....	48
8.1.2.1 garantie décennale.....	48
8.1.2.2 Garantie de bon fonctionnement.....	48
8.2 Responsabilité et assurances.....	48
8.2.1 Responsabilité.....	48
8.2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	49

8.2.3 Assurances de responsabilité civile décennale.....	49
8.2.4 Dispositions communes.....	49
Article 9 - RÉSILIATION.....	50
Article 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	50
10.1 Différends.....	50
10.2 Litiges et contentieux.....	50
Article 11 - ANNEXES AU CCAP.....	51
Article 12 - DÉROGATIONS.....	52

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Dans tout le document, l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux est désigné par CCAG de référence.

PRÉAMBULE

Suite à la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) adoptée le 17 août 2015, l'État a élaboré une feuille de route nationale « transition énergétique pour les bâtiments de l'État », afin de réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre du parc immobilier public.

Des objectifs chiffrés sont donnés : obtenir une réduction des besoins énergétiques de 40 % en 2030, par rapport aux consommations de 2010, de 50 % en 2040 et de 60 % en 2050.

La Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane s'inscrit dans cet objectif de réduction des besoins énergétiques et a engagé une réflexion sur l'installation de panneaux photovoltaïques sur l'ensemble de ses bâtiments domaniaux.

Depuis 2011, la Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane a mis en œuvre quelques-unes des recommandations de l'audit permettant de réaliser des économies d'énergies substantielles: action de sensibilisation des agents douaniers (fermetures des jalousies et portes des locaux climatisés, réglages des températures à 25°, extinction des climatiseurs et luminaires à la fermeture des bureaux).

Lors du Plan de Relance, la Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane a fait réaliser un audit énergétique en 2021, afin de connaître les principaux postes de consommations d'énergie, et disposer de propositions d'actions pour réduire globalement sa consommation énergétique pour les bâtiments du site de Cluny. Cet audit a mis en évidence la forte consommation électrique en lien avec la climatisation (entre 67 % pour les bâtiments SGCD et CIFAD, 77 % pour le bâtiment DIDAG).

Cet audit a proposé plusieurs pistes devant permettre une réduction de la facture énergétique, conformément aux objectifs de loi LTECV.

Des marchés de travaux ont été passés en 2021 dans le cadre du Plan de relance pour le remplacement des systèmes de climatisation individuels de type Split par un système centralisé des bâtiments CIFAD et SGCD de type mini DRV, le remplacement du système centralisé de climatisation vieillissant et de centrale de traitement d'air hors service datant de 2012 par des équipements plus performants, par l'installation d'une ombrière solaire raccordée sur le bâtiment permettant le rechargement de 4 véhicules électriques, l'installation de chauffe-eaux solaires sur 4 bâtiments, et l'installation de cuves de récupération d'eau de pluie de grande capacité alimentant les sanitaires de tous les bâtiments du site.

Dans le cadre du Plan de Résilience I et II, la Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane a poursuivi son objectif de réduction des besoins de énergétiques, et lancé des marchés de travaux en 2023 pour l'installation d'une centrale photo voltaïque sur le bâtiment DIDAG et en 2024 un marché de travaux pour l'installation d'une centrale photo voltaïque sur le bâtiment CIFAD dont la notification est en cours.

La Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane a donc décidé de poursuivre l'objectif de réduction des besoins énergétiques en 2024 dans le cadre de l'appel à projet pour le financement de projets de rénovation de bâtiments propriété de l'État ou de ses établissements publics , avec la mise en oeuvre d'un dispositif de transition énergétique et écologique consistant à remplacer des néons et des lampes basse consommation des bâtiments du site de Cluny par de l'éclairage LED.

Compte tenu de la durée de vie plus longue des LED, d'une faible consommation énergétique, de la réduction des coûts de maintenance, d'une meilleure efficacité lumineuse et de l'absence de mercure , les gains attendus sont de nature énergétique, économique et écologique.

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 *Objet du marché*

L'opération porte sur une réhabilitation de bâtiment sur un ouvrage défini à l'article L1111-2 du Code de la commande publique.

Marché de travaux pour le remplacement des néons et des lampes basse consommation des bâtiments du site de Cluny par de l'éclairage LED au profit de la direction interrégionale des douanes Antilles-Guyane.

Le marché est un marché de Travaux .

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code(s) CPV de la consultation : **45310000** Travaux d'équipement électrique

45317000 Autres travaux d'installation électrique

1.2 *Forme du marché*

Le marché est un marché à procédure adaptée forfaitaire (ZMPU).

1.3 *Allotissement*

L'opération n'est pas allotie.

1.4 *Fractionnement des prestations*

Le marché comporte la tranche ferme et la (les) tranche(s) optionnelle(s) suivantes :

Tranches	
Nom de la tranche	Intitulé
Tranche ferme	Relamping LED, gradation et détection de présence
Tranche optionnelle n°1	Relamping des LED existants et gestion centralisée

1.4.1 Tranche ferme

La tranche ferme prend effet :

- ☐ à compter de la date de notification du marché pour une durée de **(A COMPLETER)**.]
- ☐ à compter de la date fixée par ordre de service pour une durée de 10 semaines

1.4.2 Tranche optionnelle

La tranche optionnelle est affermie par :

- ☐ décision du maître d'ouvrage
- ☐ ordre de service

Les délais et conditions pour l'affermissement des tranches optionnelles doivent intervenir dans un délai de 2 mois suivant la fin de l'exécution de la tranche ferme.

Lorsque le maître d'ouvrage affermit la tranche optionnelle dans le délai maximum fixé pour l'affermissement, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité d'attente.

Affermissement tardif d'une tranche :

☐ Si la notification d'affermissement n'intervient pas, pour des motifs incombant à l'acheteur, dans le délai fixé dans le présent document, une indemnité d'attente égale à 0,5 % du montant des travaux affermés au titre des tranches optionnelles, par mois calendaire commencé de retard, jusqu'à la date effective de notification. Cette indemnité sera due sans préjudice de tous autres droits et actions que le titulaire pourrait faire valoir.

☐ En cas d'affermissement tardif d'une tranche optionnelle, il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

Non affermissement d'une tranche :

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage n'affermit pas une tranche optionnelle, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci.

☐ Il lui est versé une indemnité de dédit (A COMPLETER avec le montant de l'indemnité sous forme de somme forfaitaire ou pourcentage du montant de la tranche en cause).

☐ Il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni paiement de quelque nature que ce soit.

1.5 Lieu d'exécution

Site CLUNY, Plateau ROY-CLUNY - 97200 Fort-de-France

- Bâtiment de la DDI/DIDAG
- Bâtiment CIFAD
- Bâtiment TSI *
- Bâtiment SGCD *

***Les travaux sur les bâtiments SGCD et TSI se font en environnement SS4**

1.6 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Article 2 - INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par

Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects Antilles–Guyane

Plateau Roy–Cluny

97 200 FORT DE FRANCE

représentée par M. GALY Hugues–Lionel directeur interrégional Antilles–Guyane

Le service en charge de l'opération est le BOP–PLI représenté par M. MARCELIN et la cellule immobilier-marchés publics

BOP–PLI

Plateau Roy–Cluny

97 200 FORT DE FRANCE.

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

TECSOL Antilles SAS

11, Impasse des Dunes – Lot Marian

Lieu-dit Saint-Alban

97122 BAIE-MAHAULT

adresse e-mail : contact@tecsol-antilles-guyane.fr

Tel : 05.90.32.52.00

SIRET : 503 376 014 00026

Adresse de l'établissement

TECSOL Antilles Guyane SAS

Résidence le Parc de Cluny

Bât. Dominique Appt n°15

97200 FORT-DE-FRANCE

contact972@tecsol-antilles-guyane.fr

☎ 05.96.54.27.97

SIRET : 50337601400067

Opération de réhabilitation de bâtiment

La mission de base confiée au maître d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

- Avant-projet (AVP), Projet/DCE ;
- Accompagnement du Maître d'ouvrage à l'élaboration éventuelle du dossier de déclaration préalable de travaux(ACM)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)
- Etudes d'exécution et de synthèse (EXE) ;
- La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR); et pendant la période de garantie du bon fonctionnement des installations (AOR);

La mission de base est complétée par les missions complémentaires suivantes :

- études de diagnostic (DIA), en application de l'article R2431-5 du CCP

2.2.1 Mission (s) complémentaire (s) :

Sans objet.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

2.3 *Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)*

Aucune mission de coordination SSI n'est prévue.

2.4 *Contrôleur technique*

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par :

QUALICONSLT SAS

17 Allée des Colombes – 20 « Lotissement La Sérénité » –97 224 DUCOS

Les interventions confiées au contrôleur technique portent sur :

Les missions de base suivantes :

Mission L : solidité ouvrages et équipements indissociables ;

Mission S : sécurité des personnes.

Les missions complémentaires suivantes :

Mission SEI : sécurité des personnes dans les ERP et IGH ;

Mission TH : isolation thermique et économies d'énergie ;

Mission P1 : solidité des équipements non indissociablement liés dissociables ;

Mission F : relative au fonctionnement des installations ;

Missions ENV : relatives à l'environnement ;

Missions VAMSIET : Vérifications avant mise en service des installations électriques temporaires ;

Missions VIEL : Vérification initiale des installations électriques ;

Cet ensemble de missions comporte les phases prévues à l'annexe B du C.C.T.G. et à l'article 4.2.2 de la norme NFP 03-100 dans le cadre des actes techniques qui correspondent à chacune des phases.

2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) pour les bâtiments SGCD et TSI

A ce titre, le Maître d'Ouvrage a désigné la société:

GUEZ CARAIBES
Lotissement Oliver – Acajou
97232 LE LAMENTIN

Comme coordonnateur SPS "Conception et Réalisation", au sens des articles L.4532-2 et R.4532-20 à R.4532-22, R.4532-6 à R.4532-9, R.4532-11 à R.4532-16 du Code du Travail.

Les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure relèvent du régime du décret n°92-158 du 20 février 1992 (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail).

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à son décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994, l'opération de catégorie 3 au sens du Code du travail fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, assurée par QUALICONSULT SÉCURITÉ SAS.

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Pour sa part, l'Entrepreneur mettra en place un correspondant sécurité en charge du respect des règles et des dispositifs de sécurité sur le chantier et qui sera le correspondant particulier du coordonnateur sécurité.

La loi du 31 décembre 1993 et les décrets 94-1159 du 26 décembre 1994 et 95-453 du 04 mai 1995 relatifs au développement de la prévention des accidents de travail, définissent les nouvelles dispositions en matière de prévention et de coordination pour les opérations de Bâtiment et de Génie Civil. Tous les intervenants à l'acte de construire sont tenus de s'y référer.

2.5.1 Mesure de protection contre l'amiante :

Les bâtiments SGCD et TSI (construits en 1982) sur lequel les travaux sont envisagés comporte de l'amiante.

Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le programme d'exécution ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- les plans ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le PGC Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

- le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets (SOGED), annexe au CCTP;
- le Rapport Amiante Avant Travaux, annexe au CCAP ;
- les éléments de l'offre suivants :
 - décomposition de l'offre financière (DPGF) qui n'est contractuelle que pour les prix unitaires qui y figurent et qui seront utilisés pour le règlement des travaux non prévus.
 - mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre et les éventuelles réponses apportées aux questions écrites par la maîtrise d'ouvrage au cours de l'analyse de l'offre ;
- le cadre de réponse.

– Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au mois m0 comme défini à l'article 3.1 de l'acte d'engagement :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021;
- les recommandations sur la rédaction des spécifications techniques dans les marchés publics de travaux du bâtiment du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique en date de mai 2012;
- les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP dans l'ordre défini à l'article 3 de l'arrêté du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés;
- les fascicules du CPC encore en vigueur;
- les normes européennes;
- les cahiers de clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre chargé de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, relative aux cahiers de clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées à l'annexe 2 de cette circulaire ;
- l'ensemble des DTU, normes homologuées en France et cahiers techniques du CSTB;
- les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du Code du travail, de l'Inspection du travail, de la CRAMIF et de l'OPPBTP,
- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires concernant la prévention des risques relatifs à l'amiante et au plomb et notamment ceux relatifs à la protection des travailleurs contre les risques liés à la présence de ces matériaux.

Les pièces générales, réputées connues, ne sont pas jointes au marché.

Ordre de prévalence de pièces :

En cas de contradiction entre elles, les pièces du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées aux articles 3 du présent CCAP.

En cas de contradiction à l'intérieur du dossier projet, seul le maître d'œuvre pourra définir l'interprétation retenue des travaux que le titulaire devra réaliser dans le cadre de son prix global et forfaitaire et de son délai.

En cas de contradiction entre les pièces, la solution la plus onéreuse sera due sans que le titulaire ne puisse prétendre à une rémunération complémentaire.

En cas de contradiction entre les pièces techniques et le projet architectural, ce sont les dispositions du projet architectural qui doivent être réalisées dans le respect de la qualité technique prévue par ailleurs.

4.1 Représentation des parties

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef du BOP-PLI M. MARCELIN ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG de référence art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du Code de la Commande Publique (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG de référence art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG de référence art. 11.6) ;
- l'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG de référence art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG de référence art.12.4.2) ;
- La réception du décompte général (CCAG de référence art. 12.4.4) ;
- La réception et la signature du plan de prévention en application des articles R 4512-6 à R 4512-12 du Code du travail ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG de référence art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG de référence art. 41.1.2) .

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le maître d'ouvrage sans délai.

4.2 Échanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

4.2.1 Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, celles relatives à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses « mails » indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire), soit par échanges de courriels, soit via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

En cas de dématérialisation, les échanges se font par mail aux adresses suivantes:

Maîtrise d'Ouvrage :

Boîte mail du service : bop-pli-immobilier-972@douane.finances.gouv.fr

HAMEL Elisabeth elisabeth.hamel@douane.finances.gouv.fr

MORTON Valérie valerie.morton@douane.finances.gouv.fr

MERLIN Michel michel.merlin@douane.finances.gouv.fr

MARCELIN Samuel samuel.marcelin@douane.finances.gouv.fr

Maîtrise d'œuvre:

TECSOL Antilles Guyane SAS

Résidence le Parc de Cluny

Bât. Dominique Appt n°15

97200 FORT-DE-FRANCE

contact972@tecsol-antilles-guyane.fr

☎ 05.96.54.27.97

a) Utilisation de la plate-forme de dématérialisation PLACE

La messagerie sécurisée de PLACE assure la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception sont générés par PLACE, et permettent de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai, celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veillent à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commence à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre.

b) Utilisation d'un courrielleur.

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé de réception n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

4.3 **Ordre de service**

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG de référence.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage .

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

4.4 **Durée et délais**

4.4.1 **Reconduction**

Le marché n'est pas reconductible.

4.4.2 **Délais d'exécution**

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement.

4.4.2.1 *Délais d'exécution global du marché*

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution est fixé **dans l'acte d'engagement**.

4.4.2.2 *Période de préparation*

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. de référence, le marché comprend une période de préparation d'une durée de **6 semianes** à compter de **l'OS de démarrage**.

4.4.2.3 *Délai d'exécution des travaux*

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'œuvre, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG de référence.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Pour chaque lot, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage délivre un ordre de service de démarrage des travaux.

4.4.2.4 *Calendrier détaillé d'exécution des travaux*

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par la MOE sur la base des calendriers fournis par le titulaire du marché. Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages. Ils indiquent en outre :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG de référence.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service au titulaire.

4.4.2.5 *Prolongation du délai d'exécution*

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Dans un contexte de tension sur les approvisionnements, le titulaire devra présenter au maître d'œuvre les justificatifs nécessaires.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire permettant la prolongation des délais d'exécution en cas de circonstances, échappant à la responsabilité du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG de référence, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à dix (10) jours ouvrables.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (message électronique...).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché. Elles ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

En vue de l'application éventuelle du 3^e alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG de référence, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite
Pluies et ondes tropicales 50 mm	24 heures
Vents et tempêtes pour les travaux en nacelle ou en toiture	40 km/h 6 heures
Vent pour autres travaux	80 km/h 8 heures
Cyclones	Vigilance Rouge
Séisme	Magnitude minimale de Cinq (5) du l'échelle de Richter

4.5 **Dispositions amiante**

En application du décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, le titulaire du marché doit se conformer aux exigences en matière d'amiante d'obligation de formation à la prévention des risques liée à l'amiante.

Une attestation de compétence à la prévention du risque Amiante sous-section 4 est désormais obligatoire pour « toutes les personnes qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante » ; Arrêté du 23.12.2012 : activité des articles R.4412-114 et 4412-139CDT.

L'Entrepreneur évaluera les risques liés à l'amiante pour mettre en place les mesures de prévention adaptées à la protection de la santé des travailleurs et il établira le mode opératoire de l'intervention conformément aux articles R.4412-94 et R.4412-148 du Code du Travail qui fixe les règles de protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante.

Il intervient en sous-section 4. Il s'appuiera sur le guide de l'INRS suivant :

– ED 6262 : Interventions d'entretien et de maintenance susceptibles d'émettre des fibres d'amiante.

Il fournit tous les certificats et agréments exigés par la réglementation dès et avec l'offre du marché.

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des cotraitants.

En cas de sous-traitance, le titulaire du présent marché aura l'obligation de demander les mêmes documents à chacun de ses sous-traitants.

4.6 **Modalités d'exécution du marché**

4.6.1 **Obligations du titulaire**

4.6.1.1 *Obligation de conseil*

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

4.6.1.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.6.1.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du maître de l'ouvrage, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le maître de l'ouvrage peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

4.6.2 Évaluation du titulaire

Les prestations objets du marché font l'objet d'une évaluation.

Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire. Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés.

Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Les Ministères économiques et financiers (MEF) sont engagés dans une volonté de construire une relation éthique et équilibrée avec leurs fournisseurs.

Les candidats sont invités à consulter l'espace mis à leur disposition et à prendre connaissance de la charte éthique des fournisseurs ainsi que des engagements des MEF en faveur d'une relation responsable et équilibrées :

https://www.economie.gouv.fr/espace-fournisseurs/nos-engagements#-la-charte-thique-des-fournisseu_4

4.6.3 Accès au site

Les horaires d'ouverture du site sont :

06h00-17h00 du lundi au vendredi

Le titulaire est réputé avoir :

– pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution ;

– collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité).

4.6.4 Contrôle des accès

Pour réaliser les prestations, le personnel des titulaires sont amenés à intervenir sur des sites sensibles au titre des articles 78 et 79 de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 (IGI 1300) sur la protection du secret de la défense nationale .

Le contrôle des accès (« filtrage ») à un établissement recevant du public fait partie des mesures nécessaires pour assurer la sécurité, au sens large des personnes qui travaillent dans l'établissement, sur le fondement de l'article L.230-2 du code du travail, applicable aux agents publics.

Sur ces fondements, tout chef d'établissement peut, si les circonstances l'exigent, décider d'opérer un « recueil » d'identité de toute personne souhaitant pénétrer dans les locaux d'un établissement.

Il s'agit, indépendamment de certaines dispositions réglementaires obligeant à présenter un document d'identité à des personnes habilitées, d'une mesure d'ordre intérieur visant à assurer la sécurité des locaux, et non d'un contrôle d'identité ou d'un relevé d'identité au sens des dispositions du Code de procédure pénale.

Cependant, en cas de refus ou d'impossibilité pour la personne de justifier de son identité, l'accès aux locaux peut être refusé.

Aussi, pour l'accès aux locaux des sites objet du marché, les titulaires devront fournir la liste nominative des personnes devant intervenir, la photocopie de leurs pièces d'identités ainsi que la copie de leurs cartes PRO-BTP, 10 jours minimum avant la date de l'intervention.

Ces documents devront parvenir par mail aux personnes suivantes:

Boite mail du service : bop-pli-immobilier-972@douane.finances.gouv.fr

HAMEL Elisabeth elisabeth.hamel@douane.finances.gouv.fr

MORTON Valerie valerie.morton@douane.finances.gouv.fr

MERLIN Michel michel.merlin@douane.finances.gouv.fr

MARCELIN Samuel samuel.marcelin@douane.finances.gouv.fr

Le BOP-PLI agréera les personnels du titulaire autorisés à pénétrer sur le site.

Le jour de l'intervention, les personnels du titulaire agréés devront présenter leurs pièces d'identités ainsi que leurs cartes PRO-BTP .

En cas de refus d'agrément par le BOP-PLI, le titulaire s'obligera à remplacer son personnel par un personnel pouvant obtenir l'agrément d'autorisation d'accès aux locaux.

En cas d'indisponibilité des personnels du titulaire agréés préalablement par le service, le jour fixé de l'intervention, la date de cette dernière sera repoussée. La procédure d'agrément sera alors renouvelée pour la nouvelle date.

Pour les interventions urgentes la procédure est raccourcie et sera communiquée lors de la demande d'intervention par le responsable du site sollicitant l'intervention.

4.6.5 Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures de sécurité lui incombant ;
- de l'exploitation du domaine public et des services publics ;

– de l'exécution simultanée d'autres travaux.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

4.6.6 Mesures de sécurité contre l'incendie

4.6.6.1 Travaux par points chauds – permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc. ..., le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation de la Maîtrise d'Ouvrage qui lui délivrera un permis de feu.

4.6.6.2 Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche ;
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

4.6.7 Non-respect des règles de sécurité

Le titulaire est tenu de respecter, en toutes circonstances, les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux chantiers conformément :

- au Code du travail,
- aux prescriptions du coordonnateur SPS ;
- aux règlements intérieurs du site d'intervention ;
- aux directives du maître d'ouvrage ou de son représentant.

En cas de manquement constaté aux obligations de sécurité, une pénalité forfaitaire de 500 euros par infraction constatée pourra être appliquée, sans préjudice de l'application de mesures conservatoires immédiates, telles que :

- la mise en demeure de mise en conformité dans un délai imparti ;
- l'arrêt temporaire des travaux aux frais, risques et périls du titulaire.

Ces pénalités peuvent être cumulées en cas de manquements multiples ou répétés.

En cas de récidive grave ou de mise en danger manifeste du personnel, des tiers ou des ouvrages, le maître d'ouvrage pourra envisager la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, conformément aux dispositions prévues à l'article 9 du présent CCAP.

4.6.8 Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

4.6.8.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière

équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai de 1 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

4.6.8.2 *Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits*

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG de référence et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître de l'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, si les essais que le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage ordonne à un tiers au titulaire révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à la charge du titulaire.

N B : cet article déroge à l'article 24.7 du CCAG

4.6.9 **Appareil de mesure**

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

4.7 ***Préparation – coordination et exécution des travaux***

4.7.1 **Période de préparation – programme d'exécution des travaux**

4.7.1.1 *Période de préparation*

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître de l'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;

Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
- les visas des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG de référence ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier .

Par le coordonnateur SPS :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la copie des cartes Pro-BTP conformément aux articles L. 8291-1 et suivants, R8291-1, R8294-6 et R8294-7 du Code du travail ;
- l'attestation d'adhésion aux caisses de congés payés, obligatoire pour toute entreprise dont l'activité principale relève du champ d'application des conventions collectives nationales du BTP, conformément à l'article D3141-12 du Code du travail modifié par décret n°2009-493 du 29 avril 2009 – art. 1 relatif aux modalités d'affiliation aux caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics de certaines entreprises appliquant, au titre de leur activité principale, une convention collective nationale étendue autre que celles du bâtiment et des travaux publics ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG de référence ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG de référence, précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;

- l'établissement, mise au point et présentation au visa du maître d'œuvre du plan particulier de gestion des déchets (PPGED) ;
- l'établissement d'un plan de prévention soumis au visa de la MOA ;
- (le cas échéant) les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document .

Il s'engage aussi vis-à-vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité après l'inspection commune organisée par celui-ci. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP

Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Il s'engage aussi vis-à-vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG de référence, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.

N B : cet article déroge à l'article 28.2.2 du CCAG

4.7.1.2.1 Installations de chantier

Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées conformément aux indications formulées par la maîtrise d'œuvre, et/ou le cas échéant par l'OPC, le Coordonnateur SPS dans les pièces de marché :

- Exécution des aires de chantier et de stockage avant évacuation en décharge ;
- Établissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R.8221-1 du Code du Travail ;
- Installation d'éclairage et de signalisation et repliement (abords et chantier) ;
- Installations communes de sécurité et d'hygiène .

Il est fait application des articles 31.1 à 31.4 du CCAG de travaux :

– Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier dans la mesure où ceux que le maître d'ouvrage a mis éventuellement à sa disposition ne sont pas suffisants ;

– Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique ;

- Panneaux de chantier.

Les panneaux de chantier sont établis aux frais des entrepreneurs selon les dispositions des pièces du marché (cahier des clauses techniques communes).

Tout affichage, publicité ou panneaux de chantier des entreprises, autres que ceux destinés à satisfaire aux obligations légales en matière d'affichage, est rigoureusement interdit. Le titulaire doit faire apposer dans les chantiers une affiche indiquant le maître d'ouvrage pour le compte de qui les travaux sont exécutés et, si ce dernier n'est pas le maître d'ouvrage, l'organisme signataire du marché, les nom, qualité et adresse du maître d'œuvre.

Par dérogation aux articles 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

– Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :

– dépôts provisoires de matériels et matériaux pendant les travaux, dans les conditions suivantes :

– Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :

- douche et lavabo dans le local des personnels d'entretien du bâtiment situé au rez-de chaussée du bâtiment siège de la direction interrégionale des douanes dans les conditions suivantes :
 - mise à disposition d'une clé de la porte du local des personnels d'entretien donnant à l'arrière du bâtiment .
- local infirmerie doté d'un sanitaire situé au rez-de chaussée du bâtiment siège de la direction interrégionale des douanes dans les conditions suivantes :
 - mise à disposition d'une clé de la porte du local infirmerie donnant à l'arrière du bâtiment.
- 4 places de stationnement sur le parking entre le bâtiment CIFAD et SGCD ;
- emplacement de dépôt provisoire des matériels, matériaux et stockage déchets sur le parking entre le bâtiment CIFAD et SGCD avec une zone de déchets amiantés définie et close pour les bâtiments SGCD et TSI

Les fermeture et signalisation de l'emplacement de dépôt provisoire des matériels, matériaux et stockage déchets sur la dalle béton seront à la charge des entrepreneurs.

L'entretien des locaux mis à disposition sera assuré par le titulaire pendant la durée des travaux.

NB : cet article déroge à l'article 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG

4.7.1.2.2 Signalisation du chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.6 du CCAG de référence.

4.7.1.2.3 Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

4.7.1.2.4 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits ;
- odeurs, fumées, gaz ;
- poussières, saletés ;
- présence de détritiques divers et gravats ;
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- ouverture de tranchées.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement :

– Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

*) Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier ;

*) Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur, relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux ;

*) Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits ;

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, etc.) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à l'article 34 du CCAG de référence, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'elle emploie. À ce titre, elle doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, elle doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Travail de nuit – Restrictions fin de semaine et jours fériés :

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Poussières :

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le maître d'œuvre peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

N B : cet article déroge à l'article 34 du CCAG

4.7.2 Exécution des travaux

4.7.2.1 Tâches essentielles

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le descriptif de compétences, qualification que doit présenter le cotraitant qui sera désigné par le groupement pour exercer les tâches essentielles ainsi que les tâches essentielles exécutées par ce dernier sont décrites dans le CCTP.

Lorsque le cotraitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître d'ouvrage.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours. En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement .

4.7.2.2 Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

4.7.2.3 *Registre de chantier*

Les dispositions du CCAG de référence s'appliquent.

4.7.2.4 *Communication chantier*

Sans objet : aucune démarche de communication de chantier n'est demandée.

4.7.3 **Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails**

L'élément de mission EXE est confié au titulaire.

Les éléments attendus par la MOE sont décrits dans le CCTP et sont fournis à la MOE, avant la fin de la période de préparation.

Le titulaire fournit également les fiches techniques de tous les équipements.

Modalités de mise en œuvre :

Le délai de transmission des documents est impératif avant la fin de la phase de préparation.

4.7.4 **Équipements, matériaux et produits**

4.7.4.1 *Fournis par le maître d'ouvrage*

Sans objet

4.7.4.2 *Fournis par le titulaire*

À la demande du maître d'œuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en œuvre.

4.7.5 **Nettoyage**

Nettoyage des zones de travail :

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

Nettoyage des voies publiques :

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues

4.8 **Contrôles et réception des travaux**

4.8.1 **Essais et contrôles des ouvrages exécutés**

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du

marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

4.8.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées .

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

À la fin des travaux, dans le délai de **8** jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire doit avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de **150** EUR.

4.8.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG de référence.

4.8.4 Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG de référence

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG de référence.

Il en remet, au plus tard le jour des opérations préalables à la réception, 2 exemplaires (sous forme papier plié format A 4 dans un classeur avec intercalaires + 1 sous forme informatique compatible avec les outils du maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

Ces documents sont présentés en 3 exemplaires reproductibles, dont un dématérialisé. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- les plans seront remis sous le format dwg, et .pdf ;
- Les fiches techniques et agréments en format .pdf ;
- les notes de calcul en version native et en format .pdf.
- les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc odp, odt, pour LibreOffice, pdf – ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à **150,00** € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

4.9 Considérations environnementales

Obligations générales environnementales

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans le respect des dispositions réglementaires et normatives en matière de protection de l'environnement (Code de l'environnement, REACH, RoHS, ICPE, etc.).

Il veillera notamment à limiter les nuisances (poussières, bruit, émissions polluantes) et à préserver les ressources naturelles (énergie, eau, matières premières).

L'amélioration de la gestion des déchets est une des politiques territoriales les plus fortement impactées par le Grenelle de l'environnement. Les priorités portent sur la réduction à la source et la valorisation matière, dans un double-objectif de réduction du volume de déchets ultimes produits et d'économie des ressources.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du Code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental (Traçabilité des déchets, SOGED).

L'entreprise mettra en place un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) et le soumettra au Maître d'œuvre pour validation.

4.9.1 Tri et traçabilité des déchets

Conformément à la réglementation en vigueur les déchets seront triés par catégories.

Le titulaire est tenu de trier à la source les déchets générés sur site selon les flux suivants :

- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- Sources lumineuses (lampes à décharge, tubes, LED) ;
- Métaux ferreux et non ferreux ;
- Plastiques, cartons, bois et emballages ;
- Déchets dangereux éventuels (amiante, PCB, mercure...).

Il devra fournir en fin de chantier :

- Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ou équivalents ;
- La preuve de traitement dans des filières agréées (ex. Ecosystem) ;
- Un rapport environnemental de fin de chantier mentionnant les volumes, filières et taux de valorisation.

Gestion spécifique des matériaux amiantés

Pour les zones identifiées comme contenant de l'amiante, les interventions devront être réalisées dans le cadre réglementaire de la sous-section 4 (travaux d'entretien ou de maintenance sur matériaux amiantés).

Le titulaire devra :

- Former ses équipes (encadrants et opérateurs SS4) ;
- Appliquer des procédures de confinement, EPI, nettoyage, et évacuation spécifiques ;
- Évacuer les déchets amiantés vers des filières agréées (ISDD), avec traçabilité.

Les déchets seront dans la mesure de l'existence des filières, valorisés par le réemploi ou le recyclage, seul le déchet ultime au sens de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 pourra être mis en centre de stockage agréé.

Il est rappelé que depuis le 1er juillet 2002, les entreprises sont dans l'obligation soit de valoriser ces déchets, soit, si ces déchets sont considérés comme ultimes, de les acheminer vers des centres de stockages appropriés.

Aucune incinération ou destruction par le feu n'est autorisée sur le site

L'entreprise sera chargée de l'organisation liée à la gestion du traitement des déchets et devra donc adjoindre à sa proposition, une procédure d'élimination des déchets dans les filières adéquates.

La personne désignée (nominativement) par l'entreprise pour être responsable du suivi qualité devra être présentée au Maître d'œuvre pour être agréée. Les principes de l'organisation de chantier permettant la maîtrise des nuisances vis-à-vis du voisinage, le respect de l'environnement et la

gestion des déchets de chantier par l'organisation du tri sont définis ci-après. Cette gestion aura pour cibles :

- Le chantier lui-même avec la définition des techniques employées et l'organisation du tri des déchets de chantier,
- Le mode de stockage des déchets et son organisation,
- Les flux entrants avec la définition des engins et matériels utilisés ainsi que des matériaux et produits mis en œuvre,
- Les flux sortants avec l'organisation de l'évacuation des déchets et la maîtrise des nuisances générées.

Elle nécessitera un renforcement de la préparation du chantier.

L'entreprise devra, dès le début des travaux, recenser les produits nocifs (colles, peintures, huiles, etc.).

Des systèmes de collecte et de rétention étanches de ces produits polluants et dangereux devront être prévus sur le chantier en vue de leur élimination. L'Entreprise mettra en place une organisation permettant de trier les déchets par groupes :

- les inertes (gravats, béton sans ferrailles, métaux...), les cartons, les emballages plastiques, le bois, les chutes de câble, les ferrailles, le tout-venant, ...

Cette répartition des déchets triés pourra être adaptée aux filières d'élimination existant localement.

L'Entreprise privilégiera une filière polyvalente (récupération de plusieurs types de déchets)

Les différentes bennes de collecte seront, dans la mesure du possible, regroupées géographiquement à proximité des lieux de travail.

L'entreprise installera à proximité de chaque benne de collecte, un panneau précisant (sous la forme de pictogrammes éventuellement) les déchets acceptés dans la benne.

Les consignes de tri doivent être simples afin que tout intervenant sur le chantier les comprenne et les applique.

L'entreprise indiquera dès le début du chantier, la destination prévue des déchets.

D'autre part, l'entreprise établira des bordereaux numérotés de suivi des déchets de chantier précisant :

- L'identification du producteur,
- L'identification du transporteur,
- L'identification de l'éliminateur et le type d'installation (centre de tri, centre de stockage, incinération, valorisation...).

L'efficacité de la démarche de gestion des déchets nécessite obligatoirement une sensibilisation constante du personnel par le responsable du suivi qualité. L'entreprise pourra pousser son implication dans le développement durable en implantant un composteur pour les matières organiques des intervenants (ex : issus déchets de repas).

Tous les gravats, les terres provenant des fouilles, les divers déchets seront chargés et évacués selon les possibilités locales, à une décharge agréée publique ou privée, et conformément aux prescriptions notées ci-dessus.

Il est rappelé que toute décharge sauvage est interdite.

Un exemplaire du SOGED est à rendre sous format papier et un reproductible sous format informatique, pouvant être exploité sous OFFICE™ (.doc, .xls) et ACROBAT READER™ (.pdf) pour les textes et les images et sous AUTOCAD™ (.dwg) pour les plans.

Le SOGED devra être remis au Maître d'œuvre avant la fin de la période de préparation des travaux.

L'article 4.9.1.1 du présent CCAP apporte des précisions complémentaires sur les attendus du SOGED .

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités

de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Le jugement des offres inclut un critère de performance environnementale selon le contenu du SOGED (Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets de Chantier).

4.9.2 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions des articles 36, 36.1 à 36.2.3 du CCAG de référence.

Le titulaire effectue les opérations, prévues dans les documents particuliers du marché, de collecte, transport, entreposage, tris et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Comme pour tous les déchets, la prévention prévaut .

Sur le chantier, il convient en premier lieu de réduire au maximum la production de déchets, par économie à la source et réemploi direct, sur site, ou à défaut, à proximité.

Parmi les déchets qui n'auront pu être valorisés par réemploi sur site, un tri sera opéré entre :

- Déchets industriels banals (DIB), dont les déchets d'emballages et les déchets comme le plâtre, les métaux, les verres spéciaux, le bois, le plastique, les ferrailles ;
- Déchets industriels spéciaux (DIS), susceptibles d'avoir un impact sur la santé et l'environnement, dont la liste figure à l'article R541-7 et suivants du Code de l'environnement ;
- Déchets inertes (DI) correspondants à des déchets ne subissant aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Ces déchets ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables.

Si le tri n'est pas possible sur le chantier, les déchets doivent être orientés vers des centres de regroupement ou de tri, des structures acceptant les déchets en mélange.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

4.9.2.1 Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier

Le titulaire est tenu au respect du Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier Le titulaire est tenu au respect du Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier (SOGED) remis avec son offre et relatif à la gestion des déchets de chantier.

Le titulaire s'engage notamment sur :

- Le pré-tri sur le site des différents déchets de chantier ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations...);
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagés sur le chantier ;
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

Le SOGED décrira :

1. les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets sur le chantier et sécuriser :
 - les stockages ;
 - les unités de recyclage et/ou centres de regroupement et/ou centres de stockage vers lesquels seront • susceptibles d'être acheminées les différentes catégories de déchets en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
2. les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux, notamment pour les déchets amiantés.

L'entreprise assurera le suivi et l'élimination de ses déchets et fournira les bordereaux de suivi. Une convention inter-entreprises pourra être mise en place à l'initiative des entreprises.

Un responsable chantier respectueux de l'environnement au sein de l'entreprise sera désigné au démarrage du chantier.

Il devra être présent dès la préparation du chantier et assurer une permanence sur le chantier, jusqu'à la livraison :

- Il diffusera l'information auprès des riverains de la zone ;
- Il organisera l'accueil des entreprises et notamment :
 - la diffusion d'une brochure d'information à chaque intervenant ;
 - le contrôle des connaissances et de la bonne compréhension du SOGED par les personnels de chantier.

Nettoyage des voies publiques :

Il effectuera le contrôle des engagements suivants :

- propreté du chantier ;
- contrôle de la qualité environnementale des matériaux et produits mis en œuvre ;
- exécution correcte du tri des déchets sur le chantier.

Il effectuera le suivi des filières de traitement et des quantités des déchets ;

Il participera à l'évaluation des procédures de chantier respectueux de l'environnement à l'occasion de bilans mensuels.

Pénalités environnementales :

En cas de non-respect des clauses environnementales du présent CCAP et du CCTP (absence de tri, non-respect des filières, abandon de déchets, non-fourniture des BSD ...), des pénalités forfaitaires seront appliquées:

- 250 € par manquement constaté (par catégorie de déchet ou par journée de retard dans la transmission des justificatifs) ;
- Ou 2 % du montant du marché en cas de manquement grave ou répété.

4.9.3 Approvisionnement responsable

Le titulaire privilégiera des fournitures :

- Conformes aux normes environnementales (label CE, RoHS, A+) ;
- Issues de filières responsables (labels, recyclabilité, contenu recyclé) ;
- Avec un conditionnement réduit ou recyclable.

Il pourra être demandé de fournir des fiches techniques ou attestations REACH/RoHS.

4.9.4 Suivi et évaluation

Un référent environnement devra être désigné par le titulaire. Ce dernier pourra être convoqué lors de réunions de chantier pour présenter :

- L'organisation du tri et de l'évacuation des déchets,
- Les mesures de réduction d'impact mises en œuvre,
- La conformité avec les exigences du marché.

4.9.5 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

4.10 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché du marché public, en cas de traitement de données à caractère

personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel :

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

– **50 euros par jour de retard** (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD ;

– **50 euros par heure de retard** en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

4.11 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

l'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à

un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

4.12 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

4.13 Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2491–1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- possibilité d'introduire dans le marché, de nouvelles prestations, soit en substitution, soit en complément des prestations initiales, de faire évoluer une ou plusieurs prestations proposées par le titulaire, et ce, dans le cadre du respect des clauses techniques particulières ;
- possibilité de réexaminer les conditions financières dans les cas suivants :
 - en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
 - en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service, si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.

Les conditions financières du présent marché seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification à l'issue de cette procédure de réexamen qui aura un impact financier sur le marché fera l'objet d'un avenant au présent marché.

En tout état de cause, le réexamen n'a pas pour objet de palier une mauvaise compréhension du titulaire des prestations à effectuer au titre du présent marché.

4.14 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement .

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222–5 ou D.8222–7 ou D.8254–2 à D.8254–5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

et par mail sur la boîte fonctionnelle suivante :

bop-pli-immobilier-972@douane.finances.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du Code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du Code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant la transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, l'entreprise en infraction encourt, une pénalité fixée à 150 €.

4.15 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de

déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. l'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

À ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés – art. L. 4531-1 C. travail –, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Ajournement des travaux par l'acheteur :

Conformément à l'article 53 du CCAG de référence, l'ajournement des travaux peut être décidé par l'acheteur. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 11 dudit CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La fin de l'ajournement est prononcée par l'acheteur dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 13.3. et 13.4. du CCAG de référence.

Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

Prolongation du délai d'exécution des prestations ou report du début des travaux

Lorsque la demande de prolongation ou de report émane du titulaire, elle intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les

conditions fixées au présent marché (se reporter à l'article « Prolongation du délai d'exécution » du présent document.).

Sur la base de ces éléments, **le maître d'ouvrage** peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux, d'une ou plusieurs tranches de travaux ou du report du début des travaux. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution ou de reporter le début des travaux peut également être prise unilatéralement par le maître d'œuvre / le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux. La décision de prolongation ou de report précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de force majeure. L'indemnisation figure dans le décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2.1 du CCAG de référence.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extra contractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires :

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence [article 55.1 du CCAG de référence] et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure :

ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition...

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Échanges dématérialisés »).

Article 5 - RÉGIME FINANCIER

5.1 Monnaie et TVA

5.1.1 Monnaie

l'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

5.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2 Forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires, actualisables et révisables

Sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit dans un délai 3 jours les sous-détails du prix unitaire qui lui seront demandés.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG de référence.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des travaux et prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG de référence (article 45 et suivants du CCAG de référence), incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris :
 - les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
 - les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
 - la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
 - les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque .

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur

signalisation extérieure ;

- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

5.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire doit tenir compte des dépenses liées à la situation sanitaire pour la continuité des activités de la construction dans le contexte du COVID-19 conformément au guide de préconisations de l'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics).

5.4 Actualisation et révision des prix

Le marché est conclu à prix actualisable et révisable.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres et actualisés selon la formule suivante sur la base des indices Pro BTP BT47 (travaux d'installations électriques) et FM0AD (Prix de production de l'industrie française – produits des équipements électriques – lampes, tubes, LED):

5.4.1 Formule de calcul

Les prix font l'objet d'une actualisation et d'une révision selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [a + b \times (FM0AD / FM0AD_o) + c \times (BT47 / BT47_o)]$$

Avec :

- **P** = prix actualisé ou révisé
- **P_o** = prix initial (au moment de l'offre)
- **a** = part fixe non révisable (ex. 0,15)
- **b** = coefficient représentatif du poste « matériel d'éclairage » (ex. 0,50)
- **c** = coefficient représentatif du poste « main-d'œuvre installation électrique » (ex. 0,35)
- **FM0AD** = index INSEE des lampes, tubes, LED, à la date de révision ou d'actualisation
- **BT47** = index INSEE des installations électriques, à la date de révision ou d'actualisation
- **FM0AD_o, BT47_o** = mêmes indices à la date de référence (cf. ci-dessous)

5.4.2 Modalités d'actualisation

L'actualisation est effectuée une seule fois, à la date de notification du marché. Les indices de référence (FM0AD_o, BT47_o) sont ceux publiés à la date limite de remise des offres.

Les indices FM0AD, BT47 utilisés sont ceux publiés à la date de notification du marché.

5.4.3 Modalités de révision

La révision est appliquée à chaque situation de paiement, selon la formule indiquée ci-dessus.

Les indices FM0AD, BT47 pris en compte sont ceux publiés au mois précédant le mois d'exécution des prestations.

Les indices de référence **FM0ADo**, **BT47o** sont ceux utilisés à la dernière actualisation ou révision précédente.

5.5 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

5.5.1 Avances

Le taux de l'avance est de 30 % ou, le cas échéant, de 50 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché .

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du CCP.

5.5.2 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du CCP, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est la suivante : mensuelle.

5.5.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable-s assignataire-s

Une retenue de 5 % ou, le cas échéant, de 3 % pour les petites et moyennes entreprises est appliquée sur le montant du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article R. 2191-36 et suivants du CCP.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du CCP.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché .

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Les comptables assignataires compétents sont :

– les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux

– les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- Arrêté du 1er juin 2021 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;

- Arrêté du 18 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

5.5.4 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Projets de décompte

Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG de référence.

États d'acomptes

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG de référence.

Décompte final

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG de référence.

Décompte général

Le décompte général est établi conformément à l'article 13.4 du CCAG de référence.

5.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du CCP.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles, retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

5.7 Modalités de facturation

5.7.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

La date d'émission de la facture ;

La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

Le code du service exécutant **FAC7540075** ;

La référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;

Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Le cas échéant, le numéro de l'ordre de service.

5.7.2 Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

5.8 Travaux non prévus

5.8.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG de référence.

5.8.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG de référence. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG de référence, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15 du CCAG de référence. Au-deçà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG de référence, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

5.9 Prestations similaires

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du CCP.

5.10 Valorisation des ordres de service

Lorsque l'acheteur prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Article 6 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- la fourniture et pose des menuiseries aluminium.

Le titulaire peut sous-traiter la dépose et l'évacuation des déchets, les éventuelles reprises d'éclats de béton, ainsi que les reprises de peinture.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG de référence sont applicables.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du CCP.

Article 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS

7.1 Primes

Sans objet.

7.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché

aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Principe du contradictoire

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable

Du simple fait de la constatation, par le maître d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1/500 du montant hors taxe de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée conformément à l'article 20.1 du CCAG de référence.

Dans un contexte de tension sur les approvisionnements, le titulaire devra présenter toutes les justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire permettant la prolongation des délais d'exécution en cas de circonstances, échappant à la responsabilité du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels. La maîtrise d'ouvrage après analyse des justificatifs fournis exonérera le titulaire de pénalités de retard en cas de circonstances, échappant à la responsabilité du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels.

N B : cet article déroge à l'article 19.2.4 du CCAG de référence

7.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Le représentant qualifié du titulaire se verra appliquer une pénalité de 150 € H.T, non révisable, chaque fois qu'il ne se rendra pas dans les bureaux du maître d'ouvrage ou sur le chantier, lorsqu'il en est requis, ou qu'il ne se fera pas représenter. **Cette pénalité sera doublée à la deuxième absence successive.**

En cas d'absence des sous-traitants convoqués, le titulaire du lot concerné se verra appliquer une pénalité de 150 € H. T.

7.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 150 € H.T par jour calendaire de retard.

7.2.4 Pénalités liées à la remise des documents

Pénalité-s pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage dans les 8 jours, il sera appliqué une pénalité de 150 € H.T jusqu'à la production des pièces.

Pénalité-s pour sanctionner le retard de transmission des documents à fournir avant la fin de la période de préparation

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés à l'article 4.5.1.1.

Pénalité-s pour sanctionner le retard de transmission des cartes PRO-BTP

En cas de retard de production des cartes PRO-BTP au maître de l'ouvrage dans les 8 jours, il sera appliqué une pénalité de 150 € H.T jusqu'à la production des pièces.

Pénalité-s pour sanctionner le retard de transmission des documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents ou d'échantillons en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard.

Pénalité-s pour sanctionner le retard de transmission des documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents (DOE) à fournir après exécution par le titulaire, une retenue égale à 150,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

Pénalité-s pour sanctionner le retard de transmission du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 150 euros par jour calendaire de retard.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

7.2.5 Pénalités liées à la non Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de **100€** est appliquée par jour de retard.

En cas de retard de production des documents dans un délai de 8 jours à compter de la date d'expiration du document initialement produit, il sera appliqué sans mise en demeure préalable, une pénalité de **100 €** jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

7.2.6 Autres pénalités

Pénalité-s pour sanctionner la méconnaissance du secret des affaires

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

7.2.7 Tableau récapitulatif des pénalités

Type de manquement	Base de calcul	Montant ou taux de la pénalité	Observations / Conditions
Documents à remettre en période de préparation	pénalité journalière	150,00 H.T€	Sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents
Retard de transmission des cartes PRO-BTP	pénalité journalière	150 € H.T	
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	pénalité journalière	150,00 €	Par jour calendaire de retard En cas de retard ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG
Pénalités environnementales	Par manquement constaté (par catégorie de déchet ou par journée de retard dans la transmission des justificatifs)	250,00 € ou 2 % du montant du marché en cas de manquement grave ou répété	non-respect des clauses environnementales ((absence de tri, non-respect des filières, abandon de déchets, non-fourniture des BSD ...))
Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel	Pénalité journalière Pénalité horaire	50 € par jour de retard (à compter du jour de la notification) 50 € par heure de retard	En cas de non-communication de l'identité du DPD En cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.
Pénalité pour la violation de l'obligation de confidentialité	Par document divulgué	500,00 €	Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché
Pénalité pour le non-respect des stipulations concernant la transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail		150,00 €	
Retard dans les	Montant TTC	1/500e par	Maximum : 10 % du montant

délais d'exécution	du marché / du lot	jour de retard	TTC du marché
Absence de participation ou retard aux réunions de chantier du titulaire et / ou du sous-traitant	Par absence. Cette pénalité sera doublée à la deuxième absence successive.	150 € HT	En cas d'absence des sous-traitants convoqués, le titulaire du lot concerné se verra appliquer une pénalité de 150 € HT.
Retard de transmission des attestations d'assurance	Par jour de retard	150 € H.T	En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage dans les 8 jours
Retard de transmission des documents et échantillons à fournir en cours d'exécution	Par jour de retard	50 € H.T	
Retard de transmission des documents à fournir après l'exécution des travaux (Plans, DOE..)	Par jour de retard	150 € H.T	Remise des plans et autres documents. Retenue remboursée dès que les documents manquants seront fournis
Retard de transmission du contrat de sous-traitance	Par jour de retard	150 € H.T	
Non Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé	Par jour de retard	100 € H.T	Cas de défaut de transmission des documents exigés Cas de retard de production des documents dans un délai de 8 jours à compter de la date d'expiration du document initialement produit
Non-respect des mesures de sécurité	Par infraction constatée	500 € par manquement	Peut entraîner une suspension des travaux, voir la résiliation du marché

7.2.8 Plafonnement des pénalités

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

7.2.9 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

8.1 Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières

8.1.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser **15 jours calendaires** après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans **les 2 jours calendaires** suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, **le maître d'œuvre** est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué

8.1.2 Garanties particulières

8.1.2.1 *garantie décennale*

Voir article « assurance de responsabilité civile décennale ».

8.1.2.2 *Garantie de bon fonctionnement*

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

8.2 Responsabilité et assurances

8.2.1 Responsabilité

d'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent

les articles 1792, 1792–2, 1792–3 et 1792–4 du code civil.

8.2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

– dommages corporels : 3,8 **M/ artisans à 7,6 M /autres entrepreneurs** euros par sinistre.

–dommages matériels et/ou immatériels : 900 000 **euros** par sinistre.

8.2.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241–1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

– garantie effondrement avant réception ;

– responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;

– dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792–2, et 1792–4–1 du Code civil.

8.2.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241–1 du code des assurances et et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

Article 9 - RÉSILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

- l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 R à R.2143-12 du Code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5 %**.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

10.1 Différends

l'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

10.2 Litiges et contentieux

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours.

Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article 55.1.2 du CCAG de référence pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : samuel.marcelin@douane.finances.gouv.fr

elisabeth.hamel@douane.finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à de Paris :

ccira@paris-idf.gouv.fr

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

le Médiateur des entreprises :

Médiation des entreprises en Martinique

DEETS Martique

2 Avenue des Arawaks

Immeuble EOLE 1

97 200 Fort de France

Tél : +596 596442000

972.direction@deets.gouv.fr

<https://martinique.deets.gouv.fr/Mediation-des-entreprises-en-Martinique>

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission. Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

En cas de contentieux né de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Fort-de-France, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel :

Tribunal Administratif de Fort-de-France

12 rue du Citronnier – Plateau Fofo – CS 17103

97 271 SCHOELCHER Cedex

Téléphone : +596 596 71 66 67

Télécopie : +596 596 63 10 08

Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Article 11 - ANNEXES AU CCAP

– SOGED ;

– CHARTE DU MEDiateur DE BERCY_2024 ;

- Charte_RFAR_14032025 ;
- Plaquette Médiation RFAR Vfournisseurs ;
- MAPA-TVX-DIDAG972-2025-01_grille_évaluation ;
- CADRE DE REPONSE.

Article 12 - DÉROGATIONS

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
4.4.2.2	28.1	Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. de référence, le marché comprend une période de préparation d'une durée de 1 mois à compter de l'OS de démarrage.
4.6.8.2	24.7	Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, si les essais que le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage ordonne à un tiers au titulaire révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à la charge du titulaire.
4.7.1.1	28.2.2	Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG de référence, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.
4.7.1.2.1	9.1.1 et 31.1.2	Par dérogation aux articles 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage
4.7.1.2.4	34	En dérogation à l'article 34 du CCAG de référence, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.
7.2.1	19.2.4	Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable
7.2.8	19.2.1 et 19.2.2	Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG de référence, le montant des

		pénalités de retard n'est pas plafonné.
7.2.9	19.2.1	Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.